

Un gouvernement de gauche peut fournir un espace de respiration pour les mouvements,

mardi 6 janvier 2015, par Antonis Broumas, Theodoros Karyotis

« Pour nous, le contenu du projet révolutionnaire est que les gens deviennent capables de prendre en main les questions sociales, et le seul moyen pour eux d'atteindre cette capacité est de prendre progressivement en main de plus en plus de questions sociales. »Cornelius Castoriadis (1979)

« Ce qui émerge est une autre société : l'objectif est le pouvoir, pas le pouvoir d'État, mais celui des gens de s'organiser en tant que pouvoirs dans un contexte social différent. »Raul Zibechi (2010)

Aujourd'hui, l'antagonisme social se manifeste en termes militaires. La domination capitaliste résout ses contradictions non par l'octroi de certains droits et privilèges aux opprimés, comme dans le passé, mais en imposant un État d'exception permanent, où toutes les mesures d'ingénierie sociale sont justifiables et où toute protestation est perçue comme une déclaration d'hostilités. Parvenir à un nouvel équilibre reste un défi, qui ne sera surmonté que par l'affirmation du contre-pouvoir social au centre de la scène de la vie politique.

Dans ce contexte socio-historique, la possibilité d'un gouvernement de gauche émerge en Europe, avec en avant-garde la coalition de gauche de SYRIZA en Grèce et le nouveau-venu Podemos en Espagne, comme une réponse à la perspective de l'autoritarisme néolibéral consolidé sur une base nationaliste.

Les périodes de crise sont des moments d'antagonisme social où les positions des forces sociales de contestation sont liquéfiées. Dans la crise actuelle, les mouvements sociaux autonomes émergent des contradictions du capitalisme moderne en tant que les principaux sujets collectifs disposant d'un potentiel de transformation radicale et de changement social. Ils constituent le principal adversaire de la domination capitaliste dans la confrontation sociale actuelle, et les conflits à l'intérieur de l'appareil d'État sont essentiellement le reflet du flux et du reflux des mobilisations sociales.

Tout en étant conscients que le nouveau monde auquel nous aspirons ne peut advenir qu'à travers les luttes d'en bas, nous devons envisager sérieusement la possibilité d'un gouvernement de gauche. Les effets d'une telle victoire électorale seraient ambigus pour les mouvements de base, étant donné que, d'une part, une telle victoire peut faire pencher les rapports de force et, ainsi, offrir un répit aux mouvements dans leur confrontation avec la domination capitaliste, mais que, d'autre part, elle pourrait accélérer la tendance inquiétante à la cooptation et

l'assimilation des mouvements sociaux par la logique de la gestion de l'État.

1. Bureaucratie de gauche et État

En théorie, la gauche communiste considère l'État en termes instrumentaux. La conquête de l'État bourgeois est présentée comme un mal nécessaire sur la voie du pouvoir des travailleurs. Cette approche, cependant, est plongée – même sur un plan purement théorique – dans une série de contradictions. Même dans ses versions les plus sophistiquées, elle ne parvient pas à régler la question de la relation dialectique entre la bureaucratie d'avant-garde du parti et l'autonomie du monde du travail, ni celle de la possibilité d'une transition vers une société égalitaire avec une telle disparité entre les moyens employés et les objectifs proposés.

Mais dans la pratique sociale, l'expérience historique de la relation entre les partis de gauche et l'État est encore plus complexe et contradictoire. Au XXe siècle, près de la moitié de la planète a été dirigée par des bureaucraties de gauche qui exerçaient le pouvoir en totale séparation des classes sociales qu'elles étaient censées représenter. Dans la plupart des victoires de la gauche – électorales ou autres – des formes

populaires d'organisation, qu'il s'agisse de soviets, de conseils ou d'assemblées de travailleurs, ont été sommairement remplacées par le pouvoir central de la nouvelle classe dirigeante. Mais même là où elles n'ont pas pris le pouvoir, les bureaucraties de gauche ont opéré comme de simples agents de médiation et de délégation de pouvoir politique, plutôt que comme une véritable expression du sujet collectif du mouvement ouvrier. Dans une tentative de vaincre l'État bourgeois avec ses propres armes, elles ont calqué leurs structures organisationnelles sur les aspects les plus réactionnaires et hiérarchiques de l'État bourgeois, étouffant ainsi toute tentative de libre expression autonome des travailleurs.

Néanmoins, aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé depuis l'âge d'or des mouvements ouvriers. Dans le contexte européen, une possible conquête du pouvoir d'État par un parti de gauche n'est plus considérée comme un mal nécessaire, mais comme un objectif stratégique pour atténuer l'impact de l'offensive néolibérale sur le tissu social. Dans la mythologie moderne de gauche, l'État est implicitement considéré comme la dernière frontière de la « vraie » politique en opposition à la puissance sociale en plein essor du capital ; d'où le fait que la critique de la nature essentiellement bourgeoise du pouvoir d'État peut facilement être négligée. Cette conception de l'État, commune à la majorité des partis de gauche contemporains, est en régression même par rapport aux approches antérieures de la gauche social-démocrate, qui avait au moins conservé un lien minimal avec l'objectif stratégique de transformation sociale.

Pourtant, la stratégie de salut social par la conquête du pouvoir d'État reste attrayante pour une partie des couches opprimées, qui conservent encore le souvenir de l'État social du Nord européen et pensent à la mobilisation collective comme moyen de pression pour obtenir des concessions de l'agent principal de la médiation de l'antagonisme social, c'est à dire l'État. Bien qu'il soit tentant pour beaucoup de gens de penser l'État-providence d'après-guerre comme le seul moyen judicieux et efficace de garantir les droits sociaux et économiques pour la majorité de la population, il est évident aujourd'hui d'un point de vue historique que cet équilibre n'était rien d'autre qu'un arrangement temporaire, limité dans sa portée, conçu pour apaiser les classes ouvrières de plus en plus turbulentes au sein des puissances post-coloniales et pour éviter la menace soviétique.

De même, les actuelles bureaucraties de gauche ne s'efforcent pas de représenter les sujets sociaux radicaux émergents sur la scène politique, pas plus qu'elles n'essaient de favoriser l'émergence depuis la base de nouvelles conditions de notre existence commune, qui sont pourtant désormais omniprésentes dans les mobilisations sociales sur tous les continents de la planète. Au lieu de cela, elles tentent de répondre à l'attente des classes moyennes vulnérables de revenir à l'État social du passé, où la domination capitaliste s'exerçait en termes de consensus social et d'équilibre des pouvoirs plutôt que de force brute.

Il est compréhensible que le programme ambitieux de SYRIZA de redistribution des richesses en faveur des classes moyennes et

inférieures stimule l'imagination des mouvements sociaux européens ; après tout, dans le contexte actuel, il y a un certain héroïsme chevaleresque dans le néo-keynésianisme de SYRIZA en opposition à un néolibéralisme omnivore, qui, après avoir pillé les pays du Sud depuis des décennies, consomme maintenant la périphérie de l'Europe et avancera bientôt vers le centre. C'est ce qui explique les proportions quasi mythiques de la renommée de SYRIZA en dehors de la Grèce et les grandes attentes que l'ascension électorale de ce parti a créées – en contraste avec le pragmatisme de ses partisans locaux, qui savent très bien que, même s'ils parviennent à s'emparer du pouvoir d'État, la capacité du parti à réaliser une réforme radicale sera extrêmement limitée.

Nous affirmons que les aspirations des classes moyennes pressurées à revenir à une forme « humaine » du capitalisme ne seront pas satisfaites. L'État-nation contemporain traverse une crise grave, à la fois en raison des contradictions inhérentes à ses institutions de représentation et en raison de l'expansion de la puissance sociale du capital et de ses structures non étatiques. Aujourd'hui, plus que jamais, la conquête du pouvoir d'État ne signifie pas la conquête du pouvoir social. Par ailleurs, la confrontation contemporaine se joue entre le pouvoir social de plus en plus consolidé du capital et le contre-pouvoir social des opprimés.

La transformation radicale de la société de demain ne sera pas l'œuvre de l'État bourgeois et de ses institutions de représentation, mais résultera de la subversion des institutions de l'État et de l'émergence de structures sociales de pouvoir immanentes à la société et inséparables d'elles. Dans ces conditions, la conquête de l'État bourgeois par une bureaucratie de gauche peut s'avérer préjudiciable aux mouvements autonomes, si elle n'aide pas à élargir les espaces vitaux du développement de leur pouvoir social contre le pouvoir des États-nations et le capital international.

Néanmoins, notre rejet de la voie réformiste défendue par les partis de gauche contemporains n'entraîne pas une adoption a-critique de la politique révolutionnaire du XXe siècle. Dans un capitalisme tardif de travail immatériel et fragmenté, de discipline par la dette et par la peur, de centres opaques de pouvoir éloignés de la population qu'ils gouvernent, il n'y a pas de Palais d'Hiver à prendre d'assaut ni de perspective de vaincre l'ennemi sur le plan militaire. Le quartier, la rue et la place publique ont largement remplacé l'usine comme épices de l'antagonisme social et de classe. Repenser la communauté, sortir de l'isolement social, créer des structures horizontales et participatives fondées sur l'égalité, la solidarité et la reconnaissance mutuelle, et des réseaux qui relient ces structures, tels sont les actes sociaux qui constituent aujourd'hui la praxis révolutionnaire.

Comme cela a toujours été le cas, la transformation sociale vraiment radicale ne peut résulter que de la confrontation d'un mode préexistant et largement diffusé d'existence sociale avec les structures de domination, et non des actions d'une minorité qui redessinerait la société dans l'intérêt du plus grand nombre.

Par conséquent, les nouveaux mouvements sociaux ne cherchent pas à réformer les structures politiques et économiques existantes, mais à construire des alternatives dans les milliers de fissures du système actuel, là où les valeurs capitalistes ne prévalent plus. Ils installent la gestion collective des biens communs, à travers l'autogestion des communautés horizontales qui émergent autour d'eux, contre l'atomisation par le marché capitaliste et la bureaucratie de l'État. Ainsi, ils construisent les conditions matérielles de l'autonomie politique, pour assurer la reproduction sociale que l'État et le marché ne sont plus disposés à fournir et pour créer les nouvelles significations imaginaires de la coopération sociale aptes à remplacer les valeurs dominantes de la mobilité sociale individuelle et de la prospérité matérielle.

2. Les mouvements autonomes et les gouvernements de gauche

La tension entre les mouvements autonomes et les gouvernements de gauche a été mise en évidence en Amérique du Sud durant la décennie précédente, avec la ré-émergence de la gauche étatiste dans le sous-continent. La tradition d'autonomie a des racines fortes en Amérique latine, principalement en raison de l'organisation politique des peuples autochtones, le plus important – mais pas le seul – exemple étant les zapatistes, mais aussi en raison des pratiques d'une série de mouvements ruraux et urbains dont les luttes ne suivent pas les sentiers battus : les paysans sans terre au Brésil, les usines récupérées ou les *piqueteros* en Argentine, les guerres de l'eau en Bolivie, et ainsi de suite.

Bien que ces mouvements aient puissamment émergé dans les conditions de l'offensive néolibérale, dans la décennie passée ils ont dû faire face à une série de gouvernements progressistes, eux-mêmes résultant des troubles sociaux causés par l'offensive néolibérale : de la modeste social-démocratie de Lula au Brésil et Kirchner en Argentine, à des expériences de transformation politique radicale comme celle de Chavez au Venezuela.

Un premier résultat évident de la prédominance de gouvernements de gauche a été l'atténuation (mais pas l'élimination complète) des tactiques répressives. Le retrait du soutien du gouvernement aux milices des propriétaires fonciers et aux organisations paramilitaires, la diminution des cas de torture et d'emprisonnement ont fait une grande différence pour ces mouvements, qui avaient payé un lourd tribut de sang pour leur action politique.

Un autre aspect positif est la cessation de nombreux projets néolibéraux spectaculaires et destructeurs. Cependant, de nombreux gouvernements « progressistes », en utilisant le discours du « développement économique », ont réhabilité ces plans grandioses déguisés en « investissements d'intérêt national ». Certes, le Venezuela, où une certaine forme d'autonomie populaire a prospéré sous la domination de Chavez, constitue un cas particulier dans ce paradigme. Toutefois,

l'insistance sur les combustibles fossiles comme moteur de la croissance économique est le plus souvent faite au détriment des populations locales et autochtones. Il est évident que tous les gouvernements, de droite ou de gauche, restent attachés à l'imaginaire capitaliste d'une croissance illimitée à n'importe quel prix.

Cependant, la plus grande menace présentée par les gouvernements de gauche pour les mouvements de base est la perte de leur autonomie. Les gouvernements de gauche admirent les mouvements sociaux pour les liens de solidarité qu'ils créent en leur sein, pour leur connexion à la société, leur imagination et leur créativité dans la résolution des problèmes, et surtout pour l'ampleur des changements qu'ils peuvent apporter avec peu ou pas de moyens financiers. Dans cet esprit, de nombreux gouvernements latino-américains ont tenté d'utiliser les mouvements afin de poursuivre des objectifs de politique sociale, ont transformé la plupart des militants les plus en vue en bureaucrates, utilisé des politiques sociales pour apaiser les secteurs radicaux, et mené une guerre secrète contre les mouvements qui ne voulaient pas s'aligner sur la ligne du gouvernement – allant même jusqu'à les accuser d'être des agents des forces de droite.

À cause de cette politique de la carotte et du bâton, non seulement l'État n'est pas renforcé par le dynamisme des mouvements sociaux, mais ceux-ci sont subordonnés aux priorités de l'État, perdent leur élan et souvent s'étiolent. On a connu une situation similaire en Grèce quand un PASOK social-démocrate « radical » a accédé au pouvoir en 1981, signalant la fin de l'effervescence politique qui a caractérisé la période post-transition démocratique de 1974, et l'assimilation de nombreux mouvements sociaux dans le régime corporatiste. Un cas similaire peut être évoqué à propos de l'Espagne et du gouvernement socialiste de Felipe González à la même époque.

3. Les mouvements contemporains comme sujets collectifs pour le changement social

Au moment de la rédaction de cet article, un long cycle de mobilisation sociale touche à sa fin en Grèce et dans le monde, laissant derrière lui un héritage important de structures opérant grâce à la démocratie directe (les coopératives de travailleurs, les assemblées locales, les centres sociaux, les réseaux de solidarité, les mouvements de défense des biens communs, les initiatives de l'économie solidaire), mais aussi une grande fatigue et une grande frustration, car le programme de réforme néolibérale se poursuit à la lettre malgré les efforts – très coûteux au plan personnel – de militants innombrables du mouvement social. Cette frustration peut facilement les plonger dans l'introspection collective et permettre à certaines composantes du mouvement – déjà sujettes à de telles pratiques – d'en revenir à la quête de la « pureté idéologique » et du sujet révolutionnaire « réel » ; une quête qui, au XXI^e siècle,

s'est avérée être un aller simple vers l'insignifiance politique et le sectarisme.

Le vide politique provoqué par cette frustration et par l'absence d'une vision concrète de la transformation sociale par le bas, est exploité par les partis parlementaires de gauche pour renforcer la logique de la médiation politique et pour se transformer en ersatz de changement social. Répétant les pratiques du XXe siècle, ils utilisent leur position hégémonique pour s'approprier la plus-value politique des mobilisations sociales et créer des structures de représentation au sein des mouvements, réduisant ou marginalisant les demandes qui ne correspondent pas à leur programme politique et détournant ainsi l'action des sujets sociaux vers la voie parlementaire.

Certes, il y a un long chemin à parcourir pour les mouvements horizontaux émergents avant qu'ils ne parviennent à dépasser leurs circonstances locales et particulières, à se connecter avec un devenir politique plus large, et à créer de nouveaux espaces politiques où les conditions de notre existence commune peuvent être façonnées – c'est-à-dire à progresser de la coexistence à la coopération. Cependant, les mouvements horizontaux et préfiguratifs, bien que minoritaires, constituent aujourd'hui la principale force antagoniste à l'actuel système de domination qui a atteint ses limites sociales et écologiques.

Les mouvements autonomes sont enclins non à prendre le pouvoir, mais à le disperser : à imaginer de nouvelles institutions décentralisées pour la gouvernance de la vie sociale et économique afin de remplacer la démocratie bourgeoise, aujourd'hui plongée dans une crise structurelle qui touche la reproduction sociale, la représentation politique et la durabilité

écologique. Cela ne requiert pas l'élaboration d'un programme détaillé d'exercice du pouvoir, mais la création des liens et des institutions qui permettront la synthèse du local et du spécifique avec le général et l'universel. Les luttes pour les communs, pour la connaissance, la terre, l'eau et la santé laissent derrière elles un héritage d'institutions accessibles et participatives qui peut former l'épine dorsale d'un nouveau type de pouvoir : un pouvoir du peuple, pas des représentants.

Les avancées de ce « communautarisme libertaire » amènent à la création de communautés politiquement actives, utilisant les institutions locales comme un rempart contre le capitalisme mondialisé et comme un terrain de mise en œuvre des préceptes de la décroissance et de la relocalisation. La promesse de l'autogestion du travail, des coopératives, de la production par les pairs, indique un chemin à l'intérieur de, au-delà et contre l'État et le marché. Dans tous les cas, le nouveau pouvoir constituant sera diversifié, reflétant l'infinité des subjectivités militantes que la domination du capital engendre dans tous les aspects de la vie sociale.

Certes, l'émergence de ce nouveau monde n'a rien d'inévitable, nous n'avons aucune certitude téléologique, de la même manière que les prévisions déterministes du XIXe siècle sur l'avènement d'une société libre sont restées lettre morte. La lutte des peuples pour l'emporter sur la domination du capital se déroulera sur le terrain contingent des luttes sociales et dépendra de leur détermination à transformer la frustration en créativité sociale, à se libérer des identités mutilantes et des certitudes idéologiques, à ignorer les promesses de la médiation et à se réinventer en tant que sujets sociaux instituants.